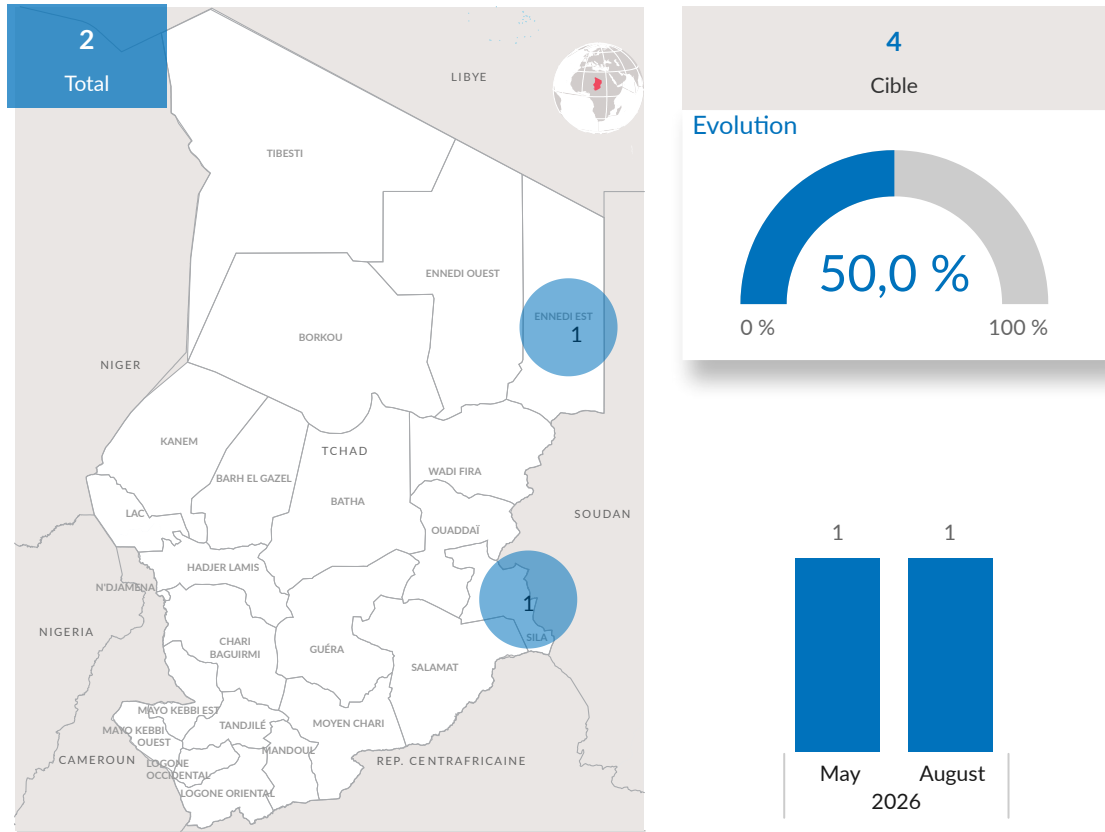
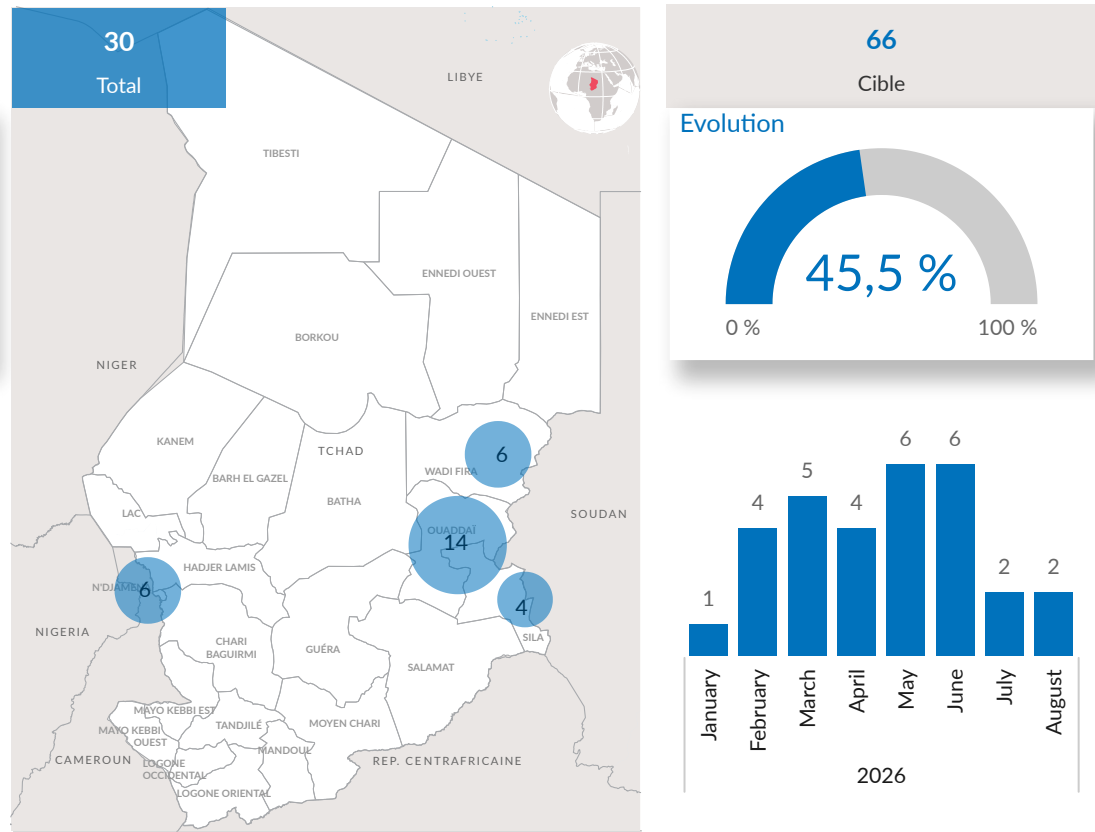


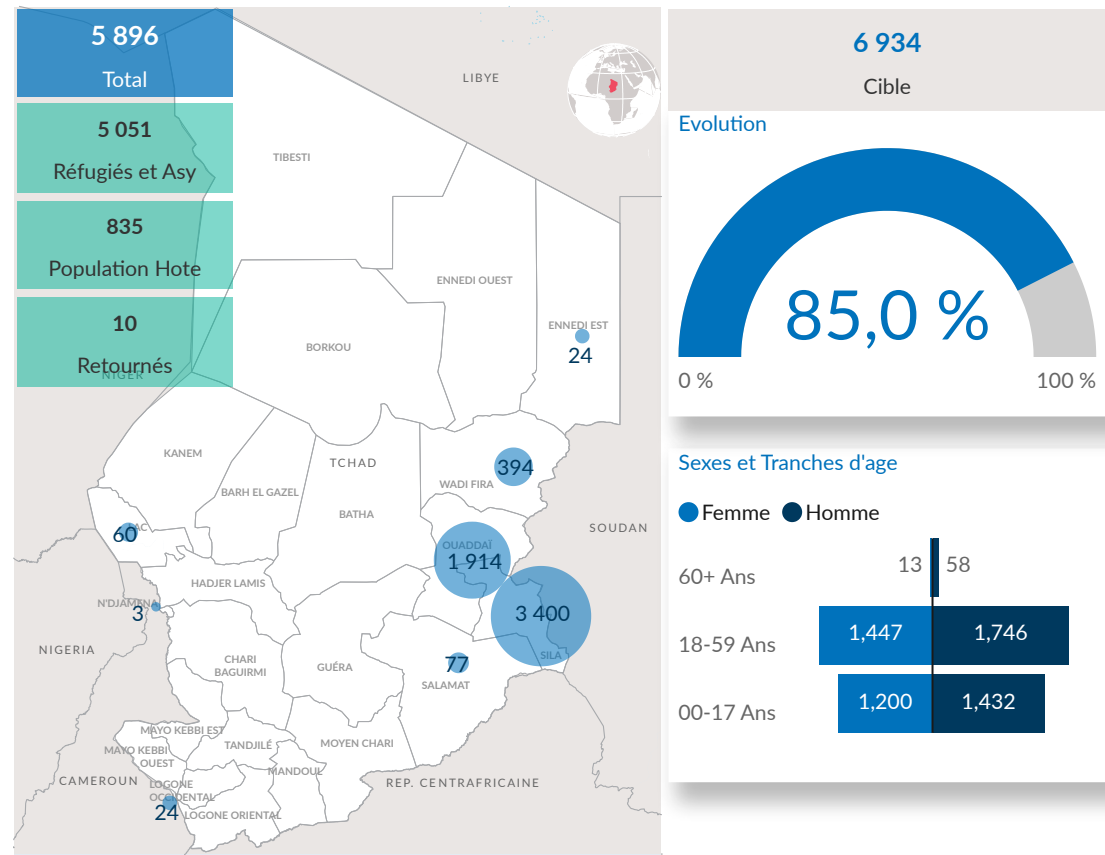
Nombre d'audits de sécurité PSEA réalisés



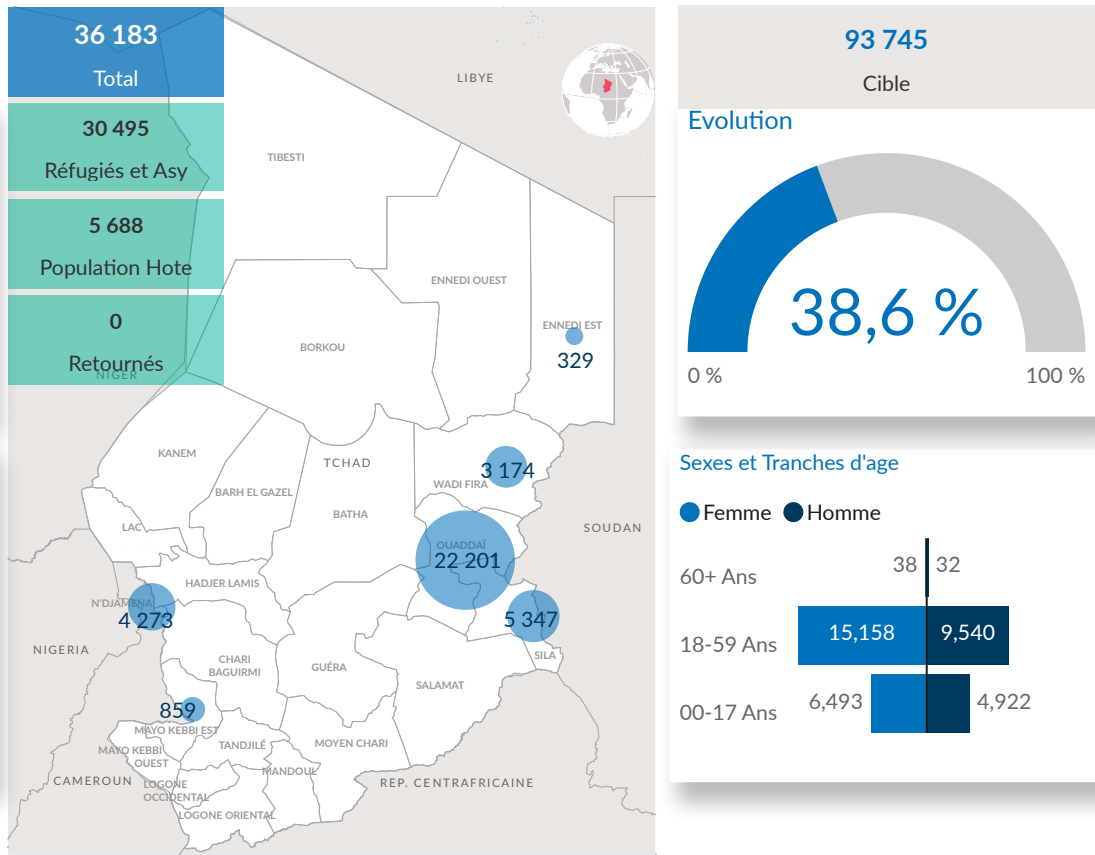
Nombre de réunions mensuelles de coordination sur la PSEA organisées



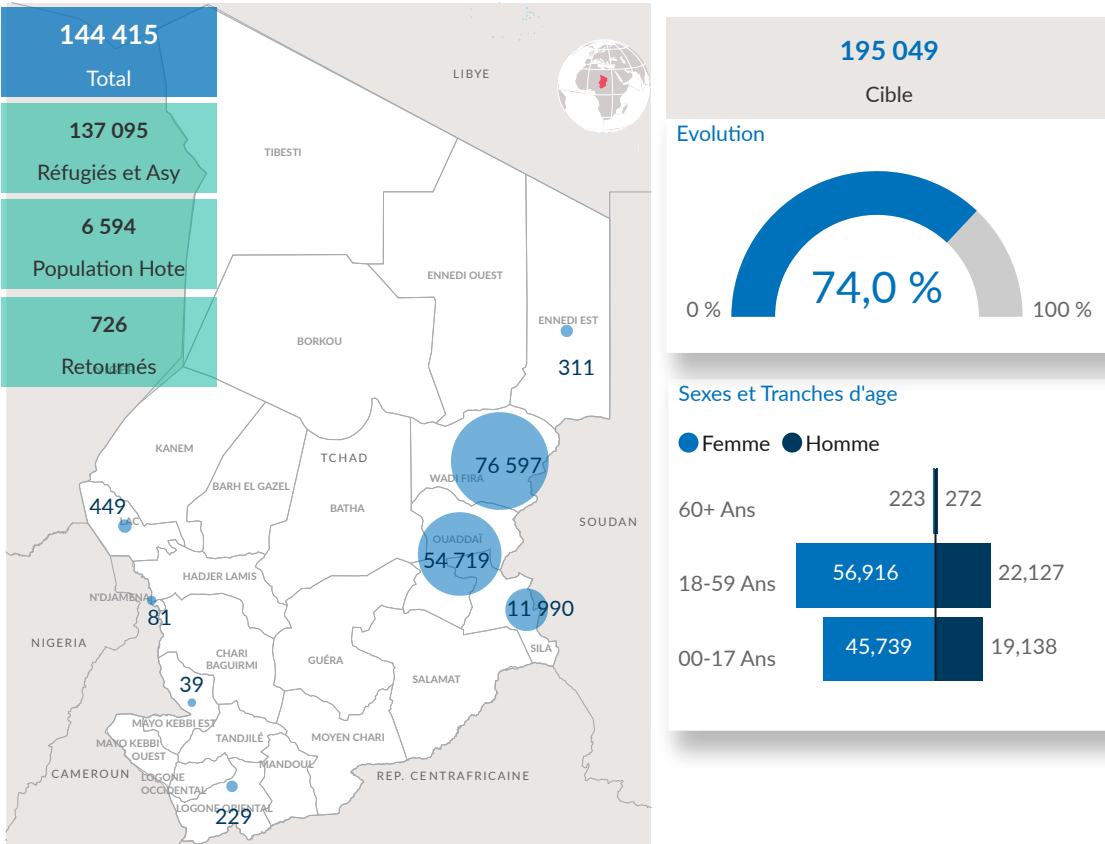
Personnes (partenaires et membres de la communauté) formées sur la Protection contre l'Exploitation et les Abus Sexuels (PSEA)



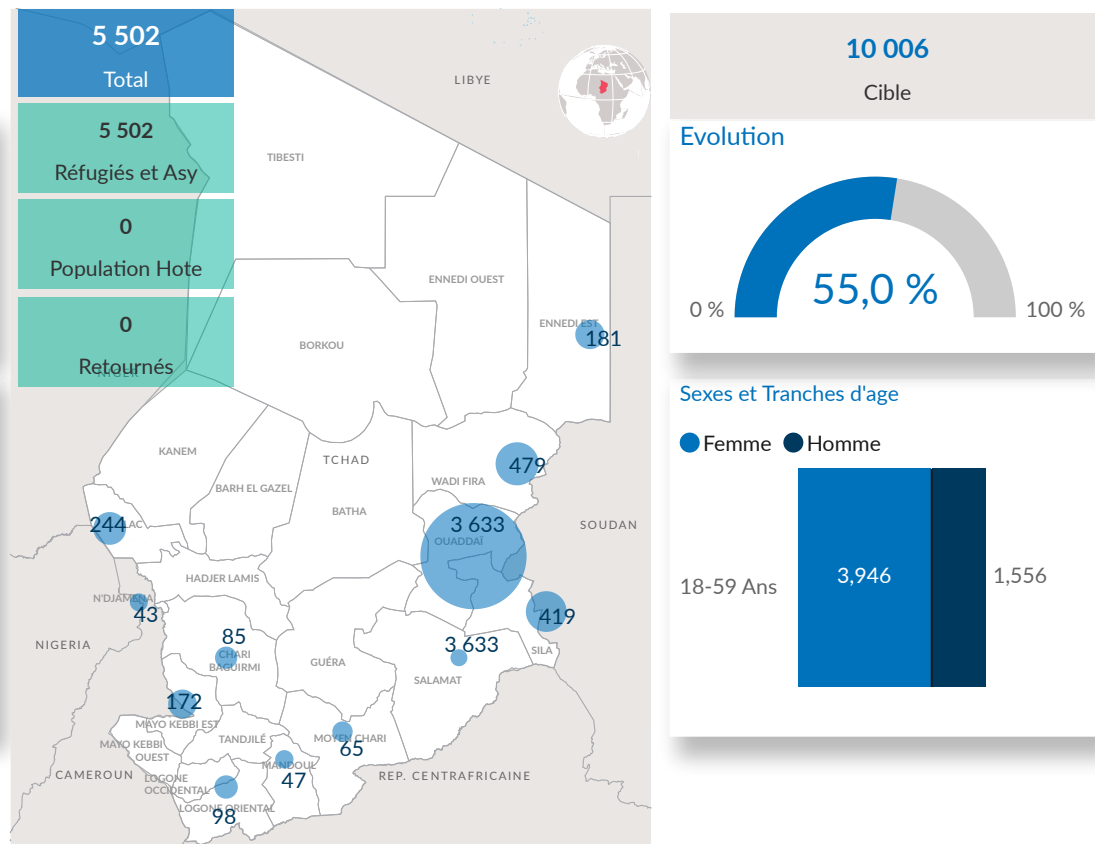
Personnes ayant accès à des mécanismes de signalement sûrs et accessibles pour les incidents d'exploitation et d'abus sexuels



Personnes touchées par les activités de prévention et de sensibilisation à la Protection contre l'Exploitation et les Abus Sexuels (PSEA)



Personnes consultées dans le cadre de l'évaluation des services de protection intégrant une composante PSEA



Merci aux partenaires ci-dessous pour leurs contributions:

CONTEXTE

Le Tchad fait face à une crise de déplacement d'ampleur, avec **2 283 072 personnes déplacées de force** au 31 Aout 2026, dont **69 % de réfugiés et demandeurs d'asile**, **21,4% de retournés** et **9,6 % de PDI**. À l'Est, plus de **944 933 nouveaux arrivants** ont été enregistrés depuis avril 2023. Dans ce contexte, la dépendance à l'assistance humanitaire, particulièrement chez les femmes et les enfants, accroît les risques d'exploitation et d'abus sexuels (EAS), faisant de la **PSEA** une priorité de la réponse humanitaire dans l'opération du Tchad.



UN NIVEAU DE RISQUE SEA ÉLEVÉ

Dans ce contexte, les populations réfugiées demeurent fortement dépendantes de l'aide humanitaire pour satisfaire leurs besoins essentiels. Cette dépendance, combinée aux vulnérabilités accrues liées au déplacement forcé, expose d'avantage les personnes concernées aux risques d'exploitation et d'abus sexuels. L'indice SEARO classe d'ailleurs l'opération du Tchad parmi les contextes présentant un niveau de risque élevé en matière de SEA.

ACTIVITÉS DE LA COORDINATION PSEA

Au cours du premier semestre 2026, les activités PSEA ont été poursuivies dans un contexte marqué par l'augmentation des déplacements forcés et une forte dépendance des populations à l'assistance humanitaire, maintenant un niveau élevé de risque d'exploitation et d'abus sexuels (EAS). Les efforts déployés ont permis de renforcer la coordination interagence, l'accès des communautés à l'information sur la PSEA, les capacités des acteurs humanitaires et les initiatives de réduction des risques. À l'Est du Tchad, ces efforts se sont traduits par l'organisation de 30 réunions de coordination, la formation de 5 896 personnes sur la PSEA (85 % de la cible annuelle), ainsi que la réalisation d'audits de sécurité et de consultations communautaires ayant mobilisé 5 502 personnes pour l'identification des risques et le renforcement des mécanismes de prévention, de signalement et de réponse aux incidents d'EAS.

Résultat clé

5 896 personnes ont bénéficié de formations PSEA, tandis que plusieurs milliers de réfugiés et membres des communautés hôtes ont été sensibilisés grâce à des campagnes de communication de proximité et à la diffusion de matériels d'information adaptés.

DÉFIS ET LIMITES DE LA COORDINATION

Points de vigilance

Malgré les progrès réalisés en matière de PSEA, plusieurs défis persistent au Tchad. La mobilité des populations, la faible connaissance des mécanismes de signalement dans certaines zones et la crainte des représailles continuent de limiter le signalement des incidents. Les normes socioculturelles, les inégalités de pouvoir et la vulnérabilité économique des femmes et des filles accroissent également les risques d'exploitation et d'abus sexuels. Par ailleurs, les capacités limitées de certaines structures communautaires, l'accès insuffisant aux services spécialisés, ainsi que les défis de coordination entre acteurs humanitaires affectent l'efficacité de la prévention et de la réponse. À l'Est du Tchad, ces défis sont renforcés par la participation inégale des acteurs humanitaires aux mécanismes de coordination inter-agence et par la disponibilité limitée des données relatives aux activités PSEA, certaines organisations ne disposant pas de cibles ou d'indicateurs prédéfinis pour le suivi de leurs interventions.

- Signalement** — Pour l'indicateur « Personnes ayant accès à des mécanismes de signalement sûrs et accessibles pour les incidents d'exploitation et d'abus sexuels », peu de partenaires ont renseigné cet indicateur.

CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Dans un contexte de déplacements forcés massifs et de risques élevés d'exploitation et d'abus sexuels, l'opération du Tchad a poursuivi ses efforts pour renforcer la prévention, la coordination et la sensibilisation communautaire. Les résultats obtenus de Janvier à Aout 2026 montrent des progrès encourageants en matière d'accès à l'information, de formation et de mécanismes de signalement. Toutefois, des défis demeurent, notamment en ce qui concerne la couverture des activités, l'engagement des partenaires et le signalement des incidents. Le renforcement de la mobilisation de tous les acteurs restera essentiel pour consolider les acquis et promouvoir une culture de tolérance zéro envers l'exploitation et les abus sexuels.